



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1918 - 20 octobre 1994 - 5 F

D 1918 GUATEMALA : AVANCÉE DANS LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Deux événements ont marqué l'actualité politique du pays, mais cette fois à Oslo, capitale de la Norvège.

C'est d'abord les nouvelles négociations entre le gouvernement et la guérilla, qui marquaient le pas depuis juin 1994 (cf. DIAL D 1901). Elles se sont déroulées du 11 au 15 septembre 1994 sous les auspices de quatre organisations religieuses internationales: le Conseil oecuménique des Églises, le Conseil latino-américain des Églises, le Conseil national des Églises du Christ des États-Unis et la Fédération luthérienne mondiale. Ci-dessous texte de la "résolution d'Oslo" du 15 septembre 1994.

Parallèlement se tenait à Oslo à la même date, la 3^e rencontre oecuménique pour la paix, la précédente ayant eu lieu en avril dernier (cf. DIAL D 1889). Ci-dessous, texte de la "déclaration oecuménique d'Oslo" du 15 septembre 1994.

Note DIAL

1. Résolution d'Oslo (15 septembre 1994)

RÉSOLUTION D'OSLO SUR UNE VÉRIFICATION INTERNATIONALE ET LA REPRISSE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT GUATÉMALTÈQUE ET L'URNG

Sous les auspices des quatre Conseils - le Conseil oecuménique des Églises, le Conseil latino-américain des Églises, le Conseil national des Églises du Christ des États-Unis et la Fédération luthérienne mondiale - et en présence d'observateurs de l'ONU, de plusieurs pays et Églises, nous nous sommes réunis à Oslo, Norvège, du 11 au 15 septembre 1994 entre représentants de la société civile guatémaltèque, du gouvernement guatémaltèque et de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

Après avoir soigneusement évalué le processus de paix en cours au Guatemala, les présents à cette consultation oecuménique pour la paix au Guatemala

DÉCLARENT CE QUI SUIT:

a) le processus de paix au Guatemala a connu des avancées significatives tout au long de 1994, qui se sont soldées par la signature de cinq accords importants entre le gouvernement guatémaltèque et l'URNG, et par la constitution et la mise en oeuvre de l'Assemblée de la société civile;

b) dans cette dynamique, l'Accord global sur les droits de l'homme, signé le 29 mars 1994¹, est la pierre angulaire permettant de clore un chapitre tragique de l'histoire du pays et de parcourir une nouvelle étape, celle de l'établissement d'une paix ferme et durable;

c) un point substantiel de cet accord concerne la création d'une Mission de vérification internationale pour garantir l'application intégrale et convenable des termes de l'Accord global sur les droits de l'homme, sous la responsabilité de l'ONU;

¹ Cf. DIAL D 1879 (NdT).

d) contrairement aux attentes du peuple guatémaltèque et aux impératifs du processus, l'ONU n'a, à cette date, pas encore pris la décision correspondante;

e) l'absence de vérification internationale a laissé un grand vide quant à la vigilance sur le pays, ce qui a eu pour effet que l'Accord global sur les droits de l'homme n'a pas été respecté, que les violations des droits de l'homme se sont poursuivies et que les négociations ont été suspendues;

ET, DE CE FAIT, DEMANDENT

1 - à l'Assemblée générale de l'ONU d'approuver, encore dans le cadre de sa 48e période de sessions², la mise en place de la Commission de vérification des droits de l'homme et la mise en oeuvre de l'Accord global sur les droits de l'homme;

2 - aux pays amis³ de mener à bien leurs efforts pour que la résolution de l'Assemblée générale soit approuvée et le financement nécessaire pour la Mission de vérification internationale, assuré. Il est également demandé aux pays amis de transmettre à la communauté internationale le message exprimant la volonté, chez tous les acteurs appliqués à la recherche de la paix au Guatemala, de poursuivre et d'intensifier les négociations au Guatemala;

3 - aux parties en conflit d'interpréter la mise en place de la Commission de vérification comme le début d'une nouvelle étape de l'application intégrale et convenable des accords, et de la poursuite obstinée des négociations devant mener à la signature d'un accord de paix ferme et durable, selon des solutions de fond des problèmes essentiels comme des modalités opérationnelles, dans les délais les plus brefs.

2. 3e Rencontre pour la paix (Norvège, 15 septembre 1994)

DÉCLARATION OECUMÉNIQUE D'OSLO

Sous les auspices du Conseil latino-américain des Églises, du Conseil oecuménique des Églises, du Conseil national des Églises du Christ des États-Unis et de la Fédération luthérienne mondiale, nous nous sommes réunis dans la ville hospitalière d'Oslo du 11 au 15 septembre 1994, en tant que déléguées et délégués d'un nombre représentatif de milieux de la société civile guatémaltèque, pour la 3ème Rencontre oecuménique pour la paix. Le thème en était "le processus de négociation et la paix au Guatemala", et le but, la poursuite des échanges fructueux d'opinions multisectorielles sur l'évolution des négociations, les perspectives de paix et la caractérisation du rôle de la société civile après la signature des accords de paix.

Les présences de l'ambassadeur du Guatemala auprès des pays nordiques, de la Commission présidentielle de coordination de la politique gouvernementale en matière de droits de l'homme (COPREDEH), du ministre de la défense nationale et de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), ensemble pour la première fois dans ce type de consultation, ont été d'une importance capitale et relevées à juste titre par tous les participants. Nous regrettons l'absence de la Commission gouvernementale de la paix (COPAZ), qui avait été invitée en temps opportun. C'est avec un intérêt particulier qu'ont été reçues les contributions du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF). L'absence des milieux de la presse et des partis politiques, à cette occasion, a été manifeste. Nous souhaitons que ces absences soient corrigées lors des prochaines rencontres.

Nous sommes venus sereinement et fermement joindre nos efforts à la construction de la paix au Guatemala, conscients de ce que les espoirs et les combats de nos peuples ne doivent pas être déçus.

Nous estimons que:

En termes globaux, les accords signés à ce jour par les parties constituent d'importants instruments politiques, dont l'application intégrale permettra de parvenir à des changements démocratiques au Guatemala. Ils comportent cependant des éléments qui

² La 48e période de sessions de l'ONU, commencée le 21 septembre 1993, s'est achevée le 19 septembre 1994 (NdT).

³ A savoir la Colombie, l'Espagne, les États-Unis, le Mexique, la Norvège et le Venezuela (NdT).

limitent les aspirations de la société civile, pourtant légitimes et imprescriptibles, et restreignent ses attentes.

La signature attendue de l'Accord global sur les droits de l'homme, dont il a été décidé qu'il serait d'une application immédiate et sous vérification internationale, a été, sans aucun doute, un événement de très grande importance pour le peuple guatémaltèque qui, de ce fait, s'est mis à croire à la négociation. Avec tristesse nous affirmons que la réalité a été différente: l'accord n'a pas vu le moindre commencement d'application et la Mission de vérification internationale n'a pas non plus été mise en place par l'Organisation des Nations unies. Suite au non respect de l'accord, l'URNNG a suspendu les négociations. Parallèlement, les dénonciations de violation des droits de l'homme ont augmenté de manière alarmante. Et comme toujours, c'est la population civile qui en souffre le plus.

L'Assemblée de la société civile a réalisé une avancée importante dans le cadre des responsabilités qui lui ont été confiées: elle constitue un espace d'accord multisectoriel pour l'élaboration de propositions dans le sens d'un règlement de la problématique nationale. Il est essentiel d'élargir de tels espaces de dialogue constructif et de créer un climat de confiance. C'est pourquoi nous nous proposons, avec créativité et maturité, de chercher comment poursuivre et renforcer la riche expérience qu'a représentée l'Assemblée de la société civile.

Il faut encourager le processus de négociation, ce qui suppose qu'on tienne compte, dans le sérieux et le respect, des apports de l'Assemblée de la société civile, de la profondeur et de la solidité du contenu des accords, ainsi que de la fixation de formules garantissant efficacement leur mise en oeuvre concrète. Ce sont là les éléments essentiels de la négociation, qui permettent d'élaborer les instruments politiques d'un début de règlement des problèmes nationaux.

Dans ce contexte, nous estimons nécessaire que les parties reprennent leurs négociations. Pour cela il leur faut absolument et immédiatement s'engager à surmonter les obstacles existants. Il est évident que, pour l'heure, le processus de négociation comporte le risque de voir réduits à rien les efforts dans le sens d'une issue positive, politique et pacifique aux problèmes nationaux et à l'affrontement armé.

Compte tenu de ce qui précède, nous lançons un appel

Au gouvernement de la République et à l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque pour:

- Tenir effectivement les engagements contractés dans l'Accord global sur les droits de l'homme, en tenant compte du fait que c'est à l'État guatémaltèque de garantir constitutionnellement ces droits.

- Reprendre avec urgence les négociations.

- Éviter que le respect du calendrier arrêté se fasse au détriment du contenu des accords.

- Détailler les procédures propres à garantir le respect et la vérification des accords.

- Établir des canaux fonctionnels pour la communication et la consultation avec l'Assemblée de la société civile, afin de supprimer les problèmes venant du caractère secret du processus.

- Honorer l'engagement pris au point 9 de l'Accord global sur les droits de l'homme, qui stipule que "tant que n'est pas signé l'accord de paix ferme et durable, les parties reconnaissent la nécessité de mettre fin aux souffrances de la population civile et de respecter les droits de ceux qui ont été blessés, capturés et mis hors de combat".

- Procéder aux ajustements nécessaires de sorte que

. les mécanismes de vérification internationale soient définis et ouverts à une participation active de l'Assemblée de la société civile;

. la présentation des documents de l'Assemblée de la société civile aux deux parties soit effectuée par son président et ses assesseurs.

- Accorder un traitement particulier au thème "Identité et droits des peuples indiens", en raison de l'importance du peuple maya pour le Guatemala .

- Rendre effectif l'accord en vertu duquel l'information sur le déroulement des négociations est transmise exclusivement par le modérateur, pour éviter la désinformation de la population guatémaltèque et de la communauté internationale.

Au gouvernement de la République,

nous demandons de garantir la sécurité des personnes qui participent à l'Assemblée de la société civile.

A l'Organisation des Nations unies (ONU),

- nous demandons que l'Assemblée générale, dans le cadre de sa 48e période de sessions, approuve la mise en place de la Mission de vérification internationale de l'Accord global sur les droits de l'homme;

- que le secrétaire général attribue au modérateur les ressources en personnel et en argent nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Aux pays amis du processus de paix et à la communauté internationale,

- nous demandons leur compréhension et qu'ils donnent au contenu substantiel des accords la même importance que lui donne la société civile;

- qu'ils continuent leurs bons offices pour que les négociations se concluent heureusement;

- qu'ils offrent à nouveau leurs bons offices auprès de l'Assemblée générale des Nations unies pour qu'elle approuve l'attribution de ressources à la Mission de vérification internationale; et qu'ils continuent d'accompagner les autres étapes de la négociation;

- que la définition de leurs politiques de coopération économique en vue de la paix au Guatemala inclue la participation de la société civile.

Considérations finales

Cette 3e Consultation s'est tenue dans un climat de compréhension et de fraternité. C'est une source d'espoir dans l'effort de réconciliation nationale, et c'est la preuve que cette réconciliation dépend de la volonté des Guatémaltèques.

La 3e Consultation oecuménique a été honorée de la riche présence et du soutien des représentants des gouvernements de la Norvège, de l'Espagne, des États-Unis, du Mexique, de la Suède et du Venezuela; ainsi que de M. James LeMoyné, conseiller des Nations unies; de Mme Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix; de Mgr Rodolfo Quezada Toruño, président de l'Assemblée de la société civile; de M. Jafeth Cabrera, recteur de l'Université San Carlos du Guatemala; et des observateurs et conseillers internationaux d'Amérique latine, d'Europe et du Canada. Par leur présence ils témoignent une nouvelle fois de l'intérêt, de l'engagement et de la solidarité de la communauté internationale envers les aspirations du peuple guatémaltèque.

Nous qui avons participé à cette 3e Consultation oecuménique, nous renouvelons nos remerciements aux quatre Conseils et nous leur demandons instamment de nous conserver leur soutien et leur accompagnement au profit de la paix, de la justice et de la démocratie au Guatemala.

Nous exprimons notre gratitude et notre reconnaissance au peuple et au gouvernement du Royaume de Norvège pour leur hospitalité généreuse et solidaire. En particulier à l'Aide de l'Eglise norvégienne et au Conseil de l'Eglise norvégienne des relations extérieures, hôtes de la Consultation.

Au terme de cette déclaration, il ne nous reste plus qu'à témoigner que nous repartons avec un nouveau courage, à l'écoute de ce que Dieu nous dit par son prophète: "Le Seigneur sera juge entre les nations, l'arbitre de peuples nombreux. Martelant leurs épées ils en feront des socs, de leurs lances ils feront des serpes. On ne brandira plus l'épée nation contre nation. On n'apprendra plus à se battre" (Is 2,4).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441